

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL  
DU JEUDI 12 NOVEMBRE 2015**

Le 12 novembre 2015, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Ville de CREST, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'hôtel de ville, en session ordinaire, sous la présidence de Hervé MARITON, Maire.

Date de convocation : 27 octobre et 6 novembre 2015.

Nombre de Conseillers en exercice au jour de la séance : 29

**Présents :** Hervé MARITON, Jean-Pierre POINT, Audrey CORNEILLE, Béatrice REY, Gilles BON, Anne-Marie CHIROUZE, Céline GEORGEON, Jean-Marc MATTRAS, Caryl FRAUD, Gisèle CELLIER, Nhàn NGUYEN HUU, Yvan LOMBARD, Danielle LOMBARD, Catherine ANTON, Sylvain COLARDELLE, Danielle BORDERES, Valérie ROCHE, Loïc REYMOND, Anne-Laure BOUTEILLE, Romain GIRAUD, Alain BÂTIE, Hélène BERTAU, Samuel ARNAUD, François BOUIS, Michèle LENNON.

**Excusés :** Serge INCHELIN, Laurent BOEHM, Susanne TEN VELDE, Laure BELLET.

**Procurations :**

Serge INCHELIN à Jean-Pierre POINT,  
Laurent BOEHM à Jean-Marc MATTRAS,  
Susanne TEN VELDE à Gisèle CELLIER,  
Laure BELLET à Alain BÂTIE.

**Secrétaire de séance :** Caryl FRAUD

**ORDRE DU JOUR**

- 1 - Débat d'orientation budgétaire
- 2 - délégation de service public pour la gestion des foires, marchés et cirques de la commune – gestion de l'aire des camping-cars et du poids public : approbation du contrat de délégation
- 3 - BIE Martin Hérold : Budget Primitif 2015-Clôture
- 4 - ZAC de la Condamine : Budget Primitif 2015-Dissolution
- 5 - Budget de la commune décisions modificatives - Exercice 2015
  - Décision modificative n°3 Commune*
  - Décision modificative n°4 Commune*
- 6 - Approbation de la convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au soutien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune et attribution d'une subvention de fonctionnement
- 7 - Redevance pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz
- 8 - Acquisition de la parcelle cadastrée AP n°42 appartenant aux consorts GUILHOT : prise en compte du différé de paiement, fixation des échéances et de leurs montants
- 9 - Délégations du Conseil municipal au Maire : DELIBERATION RETIREE
- 10 - Personnel communal : Mise en œuvre de la protection fonctionnelle pour un agent
- 11 - Personnel communal : Recours à un contrat d'apprentissage

\*\_\*\*\_\*

Le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h40 et donne lecture des procurations.

Au titre des questions diverses,

Samuel ARNAUD souhaite avoir des précisions sur la teneur des détériorations qu'il y a eu sur les caméras de vidéoprotection et le montant des réparations.

Madame Hélène BERTAU souhaite intervenir sur la question de la qualité des branchements en eau potable.

François BOUIS, souhaite aussi intervenir sur le même sujet.

Il s'interroge sur le droit des conseillers municipaux à être informé sur les projets qui font l'objet d'une délibération aux termes de l'article 2121-13 CGCT, suite au refus de communication de documents concernant le projet de passerelle.

Puis, Monsieur le Maire propose l'élection du secrétaire de séance et présente la candidature de Caryl FRAUD.

Il n'y a pas d'autres candidats. L'élection se fait à bulletins secrets.

29 VOTANTS - 21 EXPRIMES - Caryl FRAUD obtient 21 voix.

Caryl FRAUD est élu secrétaire de séance.

Enfin, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en vertu des délégations qui lui ont été accordées par le Conseil municipal :

- 2015-511      Renouvellement de la concession COMBE Marthe au cimetière 1
- 2015-512      Convention avec la Fédération Ovine de la Drôme pour la mise à disposition des salles Coloriages et Moulinages les 3 et 4 février 2016
- 2015-513      Convention avec l'association AIKIDO pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 9 octobre 2015
- 2015-514      Convention avec M. Daniel CORNEILLE pour la pose en façade d'un panneau
- 2015-515      Convention avec l'association Archi'jeux pour la mise à disposition des salles Coloriage et Moulinages le 3 octobre 2015
- 2015-516      Renouvellement de la concession MARIN Gilbert au cimetière 2
- 2015-517      Renouvellement de la concession AUDRA Roger au cimetière 1
- 2015-518      Renouvellement de la concession CHARBONNIER Maurice au cimetière 2
- 2015-519      Renouvellement de la concession TESTON Marie-Jeanne au cimetière 1
- 2015-520      Convention avec la Préfecture, l'Éducation nationale, la CAF pour la mise en place d'un Projet Éducatif Territorial sur la Ville de Crest
- 2015-521      Convention avec l'association Archi'jeux pour la mise en place d'une animation de jeux en bois traditionnels le 31 octobre 2015
- 2015-522      Convention avec l'atelier Santon Passion pour la mise en place d'un atelier « initiation au modelage de l'argile » le 31 octobre 2015
- 2015-523      Convention avec la compagnie Zinzoline pour mettre en place un atelier « maquillage » le 31 octobre 2015
- 2015-524      Convention avec le comité d'entente des anciens combattants de Crest et sa région pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 17 décembre 2015
- 2015-525      Convention avec M. Hubert GUITTRE pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 19 décembre 2015
- 2015-526      Convention avec le club des retraités actifs pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 11 décembre 2015
- 2015-527      Convention avec ACTES en Val de Drôme pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 4 décembre 2015

2015-528	Convention avec l'association « Crest Twirling » pour la mise à disposition de la salle du CLAP le 6 octobre 2015
2015-529	Convention avec l'UCIA pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 6 octobre 2015
2015-530	Avenant au contrat de prévoyance collective maintien de salaire signé avec la Mutuelle Nationale Territoriale
2015-531	Non exercice du droit de préemption urbain avenue Agirond appartenant à Messieurs GRANGEON
2015-532	Non exercice du droit de préemption urbain 36 avenue Agirond appartenant aux conjoints PROMPSAUD
2015-533	Non exercice du droit de préemption urbain 24 rue des Lilas appartenant – propriétaires GONDOUIN
2015-534	Non exercice du droit de préemption urbain 6 impasse Ronsard, quartier Beauregard appartenant aux conjoints CHILLIET
2015-535	Non exercice du droit de préemption urbain 5 impasse Saint-François appartenant à Colette PELLEJA
2015-536	Non exercice du droit de préemption urbain 10 rue de l'Hôtel de Ville appartenant à la SCI MONTCREST
2015-537	Non exercice du droit de préemption urbain immeuble 10 rue de l'Hôtel de Ville appartenant à la SCI DEGO
2015-538	Convention avec l'association « Neige et Cimes » pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 25 mars 2016
2015-539	Convention avec la FDSEA pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 27 octobre 2015
2015-540	Marché de prestations concernant l'entretien et le dépannage de l'éclairage public signé avec la société NIVOT
2015-541	Convention avec l'ADEAR de la Drôme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 4 janvier 2016
2015-542	Concession accordée à titre de nouvelle concession à M. André LIEGEOIS au cimetière 3
2015-543	Signature d'un bon de commande avec le Haras du Freysse pour la prestation d'un attelage avec rennes les 19 et 20 décembre 2015
2015-544	Signature d'un contrat de prestation avec l'association Funny Valentine pour la représentation d'un groupe musicale le 20 décembre 2015
2015-545	Signature d'un bon de commande avec la société E. ONE productions pour la représentation d'une déambulation le 19 décembre 2015
2015-546	Convention avec l'entreprise Linde France pour la mise à disposition d'emballage de gaz industriel
2015-547	Renouvellement de la concession VASSY Marcel au cimetière 2
2015-548	Défense des intérêts de la commune dans la requête n° 1504887-6 au Tribunal Administratif
2015-549	Convention avec l'association Handi Crampons pour la mise à disposition des salles Coloriage et Moulinaiges le 21 avril 2015
2015-550	Convention avec l'école de musique pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 18 juin 2016
2015-551	Avenant 1 signé avec le bureau d'études BEAC concernant les travaux de requalification des rues Sadi Carnot et de l'Hôtel de Ville
2015-552	Convention avec le club d'investissement Saint-Médard pour la mise à disposition de la salle n° 2 des activités ARS, bâtiment Dumont

2015-553	Soutien financier à M. Cyril FAURE pour un voyage en Russie dans le cadre du dispositif « Concrestise tes projets »
2015-554	Convention avec la compagnie la Mariottes pour une animation à la Tour le 31 octobre 2015
2015-555	Convention avec l'amicale des donneurs de sang pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 21 octobre 2015
2015-556	Convention avec l'ADAPT pour la mise à disposition d'une salle du CLAP le 20 octobre 2015
2015-557	Convention avec la FDSEA de la Drôme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 26 novembre 2015
2015-558	Convention avec l'association « l'Amphore » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 25 octobre 2015
2015-559	Convention d'autorisation d'usage avec le Greta Viva 5 pour des exercices de formation aux travaux sur corde à la Tour
2015-560	Convention avec la CCCPS pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 16 décembre 2015
2015-561	Convention avec le Club de retraite sportive pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 27 octobre 2015
2015-562	Convention avec l'USC cyclisme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 27 novembre 2015
2015-563	Marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration de la façade de la chapelle de la Visitation Sainte Marie signé avec la société ARCHITECTURE ET HERITAGE
2015-564	Convention portant occupation temporaire d'une dépendance du domaine privé de la commune avec la SAS PERRENOT
2015-565	Convention avec Pierre BERNARD pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 3 janvier 2016
2015-566	Convention avec Michel BESSO pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 21 février 2016
2015-567	Renouvellement de la concession de LOPES PEREIRA cimetière 2
2015-568	Convention avec l'Association Partages pour la mise à disposition de la salle Coloriage et de la cuisine le 20 mai 2016
2015-569	Convention avec l'Ensemble Scolaire Saint-Louis pour la mise à disposition des salles Coloriage et Moulinages le 21 janvier et le 15 mars 2016
2015-570	Tarif des droits de place pour l'occupation du domaine public par l'exposition de marchandises
2015-571	Avenant 1 avec l'entreprise CHAPON pour la réalisation de 100 m <sup>2</sup> supplémentaires de revêtement rue Driss Chraïbi
2015-572	Renouvellement de la concession MOREL Jeanne au cimetière 1
2015-573	Convention avec l'association « l'Amphore » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 1er novembre 2015
2015-574	Renouvellement de la concession LANTHEAUME Edgar au cimetière 1
2015-575	Renouvellement de la concession VOULET Louise au cimetière 1
2015-576	Convention avec l'Association des Maires de la Drôme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 3 décembre 2015
2015-577	Renouvellement de la concession RICHAUD Serge au cimetière 1
2015-578	Renouvellement de la concession LACROIX au cimetière 1
2015-579	Convention avec l'office de tourisme pour l'animation d'un atelier de création de blasons le 31 octobre 2015
2015-580	Convention avec la société Mitik pour l'animation d'un atelier de création de blasons le 31 octobre 2015

- 2015-581 Gratuité des salles municipales pour les partis politiques et listes de candidats aux élections régionales
- 2015-582 Avenant 10 au marché de travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand et de la rue de l'Hôtel de Ville lot 2 signé avec SOGEA et CHAPON
- 2015-583 Renouvellement de la concession FRANCOIS Pierre au cimetière 1
- 2015-584 Renouvellement de la concession KOHN Isabelle au cimetière 1
- 2015-585 Convention de mise à disposition d'emballage de gaz avec l'entreprise AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 2015-586 Concession accordée à titre de nouvelle concession à M. et Mme VERNET Joseph au cimetière 2
- 2015-587 Convention avec l'association Archi'jeux pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 28 novembre 2015
- 2015-588 Convention avec le Parti de Gauche pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 28 janvier 2015
- 2015-589 Convention avec la société FONCIA pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 8 décembre 2015

François BOUIS souhaite avoir des précisions concernant les décisions prises depuis le dernier Conseil municipal.

Il souhaiterait en savoir plus sur la *décision 2015-520*.

Monsieur le Maire lui répond, qu'il s'agit d'une démarche purement administrative voulue par l'Etat de retranscrire sur papier le dispositif d'aménagement des rythmes scolaires mené par la Ville de Crest depuis 1996.

François BOUIS demande des précisions sur l'affaire citée dans la *décision 2015-548 Défense des intérêts de la commune dans la requête n° 1504887-6 au Tribunal Administratif*.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit de la défense des intérêts de la commune dans une action liée aux ressources humaines.

Pour la *décision 2015-563*, François BOUIS souhaiterait connaître le montant du marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration de la façade de la chapelle de la Visitation Sainte Marie signé avec la société ARCHITECTURE ET HERITAGE.

Monsieur le Maire lui indique que le montant est de 13 500 € HT.

François BOUIS demande si ce qui est indiqué dans la *décision 2015-564*, correspond toujours à l'autorisation accordée à la SAS PERRENOT pour garer leur camion.

Jean-Pierre POINT lui indique qu'en effet, il s'agit du renouvellement de convention avec SAS PERRENOT, leur permettant d'occuper le terrain pour garer leurs camions et remorques.

Le compte-rendu de la dernière séance sera mis au vote lors du prochain Conseil municipal.

<b>1 - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE</b>
---

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L.2312.1 du C.G.C.T., le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire. Ce débat porte sur les

orientations générales du budget. Il doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Il n'est soumis à aucune obligation de forme, de durée et n'a pas de caractère décisionnel.

Le débat d'orientation budgétaire est l'occasion d'apprécier la situation financière de la commune, de débattre sur les objectifs et sur la programmation des investissements.

Le budget primitif 2016, comme il en est d'usage, sera présenté à la population le jeudi 26 novembre 2015 à la salle Coloriage, à 19 h. A cette occasion le projet de budget sera commenté et les projets seront débattus. Après ce débat public, le budget sera présenté en commission municipale puis soumis au vote du conseil municipal dans le courant du mois de décembre.

Le DOB porte sur 4 budgets,

- le budget général,
- le budget de l'eau,
- le budget de l'assainissement,
- le budget de la Régie de la Tour.

### **Budget général**

L'élaboration du budget primitif a pris en compte les fondamentaux suivants :

- Stabilité des taux d'imposition (20ème année).
- Respect des engagements
- Poursuite du désendettement
- Attention portée à la vie quotidienne et à la qualité de vie des Crestois
- Equipement et aménagement de la ville
- Rigueur maintenue sur le budget de fonctionnement

Le contexte national et international conduit à une extrême vigilance pour l'élaboration du budget et au maintien d'une gestion rigoureuse.

Dans ce contexte, les dotations de l'Etat, selon des premiers éléments, baisseront encore en 2016 de 7 %, ce qui représente, sur le budget, une baisse de nos recettes de 105 700 €.

Pour la 20ème année consécutive, les taux de la fiscalité locale seront maintenus comme en 2015, soit :

- 16,48 % - Taxe d'Habitation (TH)
- 17,96 % - Taxe Foncier Bâti (TFB)
- 48,17 % - Taxe Foncier Non Bâti (TFNB)

Le budget sera élaboré sur la base d'une progression des bases des recettes fiscales de 1,75 %, prévision faisant preuve de prudence et de sécurité

La poursuite du désendettement reste une volonté et un objectif important pour la municipalité. Le recours à l'emprunt sera modéré, il sera inscrit à un niveau inférieur au remboursement de l'annuité en capital 2016. Le niveau de la dette baissera donc.

L'encours de la dette du budget général par habitant au 1er janvier 2014 était de 1 475 €, au 1er janvier 2015 de 1 391 €. Au 1er janvier 2016, il serait de 1 381 €.

Suite à la dissolution du budget de la ZAC Condamine, la dette de ce budget a été reprise sur le budget général à hauteur de 106 250 €.

Sans la reprise de cet emprunt, liée à la dissolution de la ZAC, le ratio aurait été de 1368 €

La dette restera sécurisée, plus de 72 % de la dette consolidée est sur taux fixe.

Afin de poursuivre les efforts de rigueur de la gestion communale et en maintenant un service public de qualité, les dépenses de fonctionnement feront l'objet d'une grande vigilance.

- Les charges à caractère général resteront maîtrisées
- Une attention sera portée à la vie quotidienne et à la qualité de vie
- La ville poursuivra son engagement pour l'aménagement des rythmes scolaires
- Par l'intermédiaire de la subvention versée au CCAS, la municipalité participe aux actions sociales et familiales mises en place sur la commune

*Le DOB du CCAS, présenté au conseil d'administration du 22 octobre 2015, a donné les orientations pour 2016, à savoir : la poursuite des actions installées dans la durée, le maintien voire le développement d'actions récentes (ateliers d'aide à l'apprentissage de la lecture dans les quartiers, action de prévention contre les conduites à risques et les addictions à destination des scolaires, chantiers d'insertion, animations dans les quartiers). Ces actions reposeront sur les principes qui régissent le fonctionnement du CCAS depuis plusieurs années, à savoir le maintien d'une qualité de services reconnue et appréciée, tout en conservant une vigilance quotidienne sur les dépenses de fonctionnement.*

- la poursuite des travaux de peintures dans les écoles
- le maintien de l'animation en centre-ville, pour soutenir le commerce local
- la saison culturelle sera poursuivie.
- Une nouvelle actualisation de l'Agenda 21 sera proposée et des moyens budgétaires seront dégagés pour accompagner les projets portés par les jeunes Crestois et en particulier pour le Conseil Municipal des Jeunes. Celui-ci sera renouvelé.
- Grâce à la politique de désendettement engagée, les frais financiers sont en baisse
- Les charges de personnel tiendront compte de l'évolution de carrière des agents et de l'évolution de certaines charges
- Le soutien aux associations sera maintenu
- Malgré une nouvelle baisse des dotations de l'Etat, l'autofinancement sera identique à celui financé en 2015.
- Une prévision prudente des recettes sera envisagée.  
La DGF, principale dotation de l'Etat sera diminuée de 7 % (105 700 €).  
Les recettes fiscales progresseront selon une évolution prévisible des bases de 1,75 % et les taux seront maintenus au niveau de ceux de 2015.  
Le montant des allocations compensatrices sera inscrit à un niveau des montants perçus en 2015.  
Le FPIC (fonds de péréquation des recettes communales et intercommunales) sera prévu à un montant équivalent à celui encaissé en 2015.

La municipalité maintiendra un bon niveau d'équipement pour tenir compte du développement de la ville.

Pour 2016, un programme d'investissement sur 5 axes :

### **Les travaux d'aménagement et d'urbanisme**

- Poursuite de la rénovation des rues Henri Grand/Sadi Carnot (du chemin du Petit St Jean à la rue du 8 mai)
- Poursuite de la réfection de la rue Driss Chraïbi par l'enfouissement des réseaux secs
- Poursuite du programme du bail voirie
- Travaux d'aménagement des berges de la Drôme, en particulier par le biais de la création d'une aire d'atterrissage de kayaks
- Assistance architecturale pour la passerelle Pont Mistral, mise au point de la maîtrise d'ouvrage et lancement des études techniques
- Révision du PLU et poursuite du programme de ravalement des façades
- Pour mémoire, les travaux de rénovation de la fontaine du Square débuteront avant la fin de l'année, ils seront financés dans le cadre des restes à réaliser.

### **En ce qui concerne les écoles**

- Réfection des toitures dans les écoles A.Pierjean, Chandeneux et Royannez
- Renouvellement du mobilier et du matériel informatique

### **Poursuite du déploiement de la vidéo-protection.**

- Installation de nouvelles caméras

### **Pour ce qui est des bâtiments communaux**

- Accessibilité, démarrage des premiers travaux de mise en conformité inscrits dans le projet d'ADAP qui devrait être déposé dans l'année 2016
- Lancement d'une étude portant sur l'aménagement de l'ex-caserne des pompiers en centre d'art
- L'aménagement du gymnase Chareyre
- Travaux de sécurisation à la Tour

### **Dans le cadre des travaux de lutte contre les inondations**

- Poursuite des travaux de création de bassins de rétention à St Antoine
- Acquisition d'un terrain à Mazorel

Pour permettre l'ensemble de ces investissements, conséquents pour la collectivité, la ville est attachée à optimiser la recherche des aides au financement de ses opérations.

Dans le cadre d'une prospective pluriannuelle des investissements de la ville, les principaux axes d'opération proposés sont :

- les travaux liés à la lutte contre les inondations
- la poursuite et l'achèvement des travaux de voirie, d'éclairage public et rénovation des réseaux d'eau potable et d'assainissement rues Henri Grand/Sadi Carnot
- la création d'une voie douce dite "chaucidou" rue Driss Chraïbi
- la réalisation en partenariat avec le Conseil Départemental d'une passerelle piétonne et cycliste sur



le pont Frédéric Mistral

- l'aménagement du quartier de la Gare en relation avec les travaux de réhabilitation du lycée Armorin

La vigilance de l'assemblée municipale portera, malgré l'ambition de ce programme pluriannuel sur la poursuite du désendettement de la ville, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le maintien des taux d'imposition de la fiscalité locale.

### **Budget de l'eau et de l'assainissement**

Au 1er juillet 2015, de nouveaux contrats de délégations de services publics (DSP) pour l'eau et l'assainissement ont été signés.

Le budget de l'eau tiendra compte des travaux d'amélioration du réseau particulièrement, la poursuite des renouvellements de branchements plomb qui sera aussi programmée.

Le budget de l'assainissement, comportera une étude de diagnostic sur l'ensemble du réseau d'assainissement des eaux usées. Cette étude sera menée dans le cadre d'un groupement de commandes composé de la 3CPS et des collectivités concernées.

Lors de travaux de voirie, les travaux des réseaux en sous-sol seront également réalisés (eau et assainissement).

### **Budget de la Régie de la tour**

Ce budget est assuré par les ressources propres de la Régie de la Tour. C'est donc l'évolution de la fréquentation de la Tour qui assure son développement.

Un accent particulier sera mis sur la promotion de ce site en développant les moyens de communication.

La présentation des principales orientations budgétaires pour l'année 2015 étant terminée, Monsieur le Maire ouvre le débat.

François BOUIS prend la parole et intervient sur plusieurs points.

-Le Pont en bois est une réalisation prestigieuse mais malcommode aux piétons, aux vélos et interdit aux camions.

-La réfection de toitures, le rebouchage des trous sur les routes, l'achat d'une balayeuse sont des points qui n'ont pas leur place dans le Débat d'Orientation Budgétaire.

-Le projet de passerelle sur la Drôme pour relier Crest Sud et Crest Nord, pour améliorer la sécurité des usagers piétons et vélos fait l'objet d'une grande opération de communication. Le débouché sur les voies de circulation pour les vélos et piétons une fois le pont franchi doit faire parti du projet.

-La circulation à travers le centre de la ville du champ de Mars à la Gare et du musée à la Tour doit être repensée.

-Dans le projet de budget, rien n'apparaît sur le centre ancien, ni sur les branchements d'eau.

-La Tour, n'apparaît pas dans le budget.

-Le prestige qui se dégageait du projet initial de centre aquatique était sans rapport avec les moyens financiers de la ville.

-Les dépenses d'argent en communication sur toute la circonscription sont-elles au service du développement de la commune ou du Député ?

Monsieur le Maire répond aux différents points abordés par François BOUIS :

-La ville a un projet de centre d'art bien utile.

-Le Pont en Bois est une réalisation dont les cretois sont fiers. Cet ouvrage a été remarqué dans plusieurs livres d'architectures contemporaines, un timbre philatélique y a été consacré et des prix ont distingué la ville pour sa réalisation.

-En matière de communication, les événements organisés à Crest contribuent au rayonnement et à l'attractivité de la ville dans la Drôme, comme la Fête Médiévale, la Défarde Républicaine.

Ils bénéficient à la ville et à la fréquentation de la Tour.

Une politique interactive est menée avec les citoyens, par l'intermédiaire de réunions de quartiers, où est demandé l'avis des citoyens. Une relation directe entre la Commune et les administrés est nécessaire.

Un courrier aux abonnés sera adressé pour les caractéristiques de leur branchement d'eau s'il est en plomb.

-La problématique entre la passerelle et le débouché sur les quais et voiries adjacentes est prise en compte dans le projet et sera exprimée pendant la réunion publique. Une exposition, des documents réalisés en interne seront l'occasion de la consultation de la population.

-Sur la vieille ville, des travaux sont fait régulièrement : des travaux sur le lavoir de la Nativité, la Place Charabot, la démarche de restauration des façades de l'ancien hôpital, l'aide aux façades dans le centre-ville.

Une réflexion est engagée avec l'hôpital sur le devenir des locaux de gériatrie à Sainte-Marie.

-Les gens qui viennent et vivent à Crest se rendent compte de l'amélioration de service qui est importante au fil des années et de la transformation de la ville. Les cretois font confiance à notre équipe.

François BOUIS ajoute qu'il a le droit à l'information et au débat.

Monsieur le Maire lui rappelle que le droit au débat lors des Conseils municipaux est libre.

Sur le dossier du centre aquatique, il félicite Caryl FRAUD et les travaux menés par les services au sein de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans qui permettent d'avancer sur ce dossier. L'impulsion et la volonté de la ville de Crest sont aussi nécessaires pour faire avancer ce dossier rapidement.

Samuel ARNAUD souhaite à son tour intervenir.

-Il partage le calendrier d'élaboration du budget, mais concernant le budget en lui même il intervient sur plusieurs points :

-L'engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition doit prendre en compte la totalité des taux d'imposition locaux, la part communale et la part intercommunale.

-La baisse de l'endettement de la commune n'est pas significative.

-La baisse des dotations de l'Etat mais également l'impact des nouvelles politiques départementales sur les communes sont à prendre en considération.

Il demande des précisions sur le financement de la prévention spécialisée et le désengagement du département sur celui du SDIS.

-Sur le contenu du DOB, certes cette année la fiche fournie est plus complète que les années précédentes. D'autres sujets doivent figurer dans le débat au regard de leur importance :

- la question des branchements d'eau
- l'avenir des Restaurants du cœur
- la question du centre-ville et des moyens d'entretien
- L'évolution et la situation de Mouv à Crest.
- La régie de la Tour a très peu de moyen pour agir. Une fiche de proposition avait été émise au président.
- La faisabilité d'une passerelle indépendante entre l'espace Soubeyran et le quai Bérengier de la Blache.
- L'aménagement du quartier de la gare.
- L'affectation nouvelle de la caserne des pompiers, en conservant le bâtiment dans le domaine communal.

Monsieur le Maire lui apporte des éléments de réponse :

-La question du SDIS est un débat actuel au sein du département.

-Sur l'ancienne caserne des pompiers, il explique que la Commune se met en situation budgétaire d'aménager un centre d'art et de salle d'exposition. Au budget primitif 2016 des moyens financiers pour mener l'opération seront inscrits, si aucun accord n'aboutit pour la réalisation du centre d'art, le devenir du bâtiment sera réétudié.

-Le projet de centre aquatique devra comporter un bassin couvert et un bassin extérieur, sinon il y aura une diminution de la qualité de service.

-Le coût de la passerelle rattaché au Pont Mistral est estimé à 800 000 euros, alors que le coût d'une passerelle autonome est de deux millions d'euro.

Il y a une vraie cohérence à la réalisation d'une passerelle accrochée au Pont Mistral, du point de vu financier, grâce à la participation importante du département et du point de vu de l'organisation de la circulation piétons-vélos pour permettre l'accès au centre-ville.

-Pour la Tour, au budget 2016 il est envisagé des travaux de sécurisation, la réflexion sur le bâtiment d'accueil se poursuit.

-Une proposition d'aménagement d'un volume à l'intérieur de l'ancien gymnase Chareyre a été faite aux Restaurants du Coeur. Cette proposition semble leur convenir.

-Le projet de budget 2016 prévoit :

- des travaux d'accessibilité dans le cadre de l'AD'AP,
- des travaux de rénovation de la fontaine en cohérence avec la réfection du Square de la Résistance,
- la fin des travaux des bassins de rétention Saint-Antoine,
- l'acquisition d'un terrain quartier Mazorel pour l'aménagement d'autres bassins dans le cadre de la lutte contre les inondations.

-Les dotations de l'Etat baisse de 15 % sur deux ans 2015 et 2016, dans ce contexte budgétaire, la ville n'augmentera pas les impôts, n'arrêtera pas ses projets, mais fera des choix.

-Sur le taux de fiscalité commune et intercommunalité, les engagements ont été tenus. Les taux de la ville ont été baissés de l'exact part des taux de l'intercommunalité à sa création.

Michèle LENNON souhaite intervenir sur l'intérêt à développer une voie vélo.

Pour un investissement de deux millions d'euro, la contrepartie représente 80 euros par jour de dépense d'un cyclotouriste.

Monsieur le Maire lui répond que l'attractivité d'un centre aquatique peut être quelque chose de puissant. Il ne conteste pas l'intérêt du tourisme cycliste à Crest mais que deux millions d'euro pour aménager une partie de voie cyclable, c'est beaucoup d'argent et que ce n'est pas raisonnable

Alain BÂTIE prend à son tour la parole:

-Il regrette la baisse des dotations de l'Etat, souhaite que le montant de certaines dépenses restent identiques malgré la nécessaire maîtrise des dépenses de fonctionnement. La subvention versée au CCAS ne doit pas diminuer pour accompagner les personnes les plus démunies.

-Il propose de faire des économies sur les documents de communication de la mairie et ne partage pas l'analyse sur les retombées de cette communication.

-Il suggère la possibilité d'organiser la Fête Médiévale une année sur deux, de revoir l'organisation des vœux du Maire, de ne financer qu'un feu d'artifices par an au lieu de deux et de réduire la dépense de la prime à la mention Très bien pour les bacheliers.

Monsieur le Maire répond :

-La bourse à la mention Très bien est un encouragement aux élèves, depuis la mise en place de cette récompense le nombre de mentions Très bien a augmenté.

-L'agenda offert aux habitants est payé par de la publicité.

-La cérémonie des vœux est importante en elle-même mais que proportionnellement le coût festif est faible.

-Les dépenses de communications sont moins élevées en 2014 qu'en 2013.

En 2016, le poste de dépense communication devra tenir compte de l'actualisation de l'Agenda 21.

Monsieur le Maire répond à Samuel ARNAUD sur sa question concernant la prévention spécialisée. La ville reste mobilisée sur le sujet, essaye de trouver des solutions malgré la polémique qui entoure ce dossier.

Pour conclure le débat d'orientation budgétaire Monsieur le Maire rappelle les principaux points :

-stabilité des taux d'imposition pour la vingtième année

-respect des engagements

-poursuite du désendettement

-attention portée à la vie quotidienne et à la qualité de vie des crestois

-équipement et aménagement de la ville

-rigueur maintenue sur le budget de fonctionnement

Le débat d'orientation budgétaire n'est pas soumis au vote.

## **2 - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES FOIRES, MARCHÉS ET CIRQUES DE LA COMMUNE – GESTION DE L'AIRE DES CAMPING-CARS ET DU POIDS PUBLIC : APPROBATION DU CONTRAT DE DÉLÉGATION**

Audrey CORNEILLE, rapporteur du dossier, indique à l'assemblée que le contrat de délégation pour les foires et marchés, la gestion des campings cars et du poids public arrive à échéance le 31 décembre 2015. Le Conseil municipal s'est prononcé le 26 février 2015 sur le principe de la délégation de service public et a autorisé M. le Maire à lancer ladite procédure.

Au vu du procès-verbal de la commission d'ouverture des plis, du jugement des offres et du rapport sur les négociations-discussions, le Conseil municipal est invité à approuver le contrat de délégation de service public qui sera passé avec la société « Lombard et Guérin ».

La délibération est mise au vote :

Samuel ARNAUD, Hélène BERTAU et Alain BÂTIE indiquent qu'ils ne prennent pas part au vote.

*"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la commune de Crest comprend deux marchés hebdomadaires, diverses foires et autres manifestations, organisées tout au long de l'année, qui participe de la vie sociale et économique de la commune. La gestion des foires et marchés de la commune a été déléguée à la société LOMBARD et GUERIN par contrat d'affermage signé le 29 septembre 2010 qui arrive à échéance le 31 décembre 2015.*

*La commune possède également sur son territoire un poids public et une aire d'accueil des campings cars qui sont également actuellement gérés par la société LOMBARD et GUERIN en vertu du contrat d'affermage cité ci-dessus.*

*Le Comité Technique Paritaire a donné un avis favorable sur le principe de la gestion déléguée. Il s'est prononcé au vu du rapport sur le principe de la gestion déléguée du service public pour la gestion des foires, marchés cirques de la commune et la gestion de l'aire d'accueil des campings cars et du poids public.*

*Par délibération en date du 26 février 2015, le Conseil municipal a approuvé le principe de la délégation du service public et autorisé le Maire à lancer la procédure de délégation de service public conformément à l'article L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, et à engager des négociation avec les candidats.*

*Une procédure de délégation de service public a été mise en œuvre.*

*Lors de sa réunion du 4 mai 2015, la Commission d'Ouverture des Plis a émis un avis favorable à l'engagement des négociations/discussions avec la société LOMBARD ET GUERIN.*

*Par arrêté n° 2014-346 en date du 11 avril 2014, délégation est donnée à Mme Audrey CORNEILLE, deuxième Adjointe, afin d'engager toute discussion avec les candidats ayant présenté une offre dans le cadre de la délégation de service public relative à la gestion des foires, marchés cirques de la commune et la gestion de l'aire d'accueil des campings cars et du poids public.*

*A cet effet, le rapport sur le choix du délégataire est joint à la présente. Celui-ci comprend :*

- le procès verbal de la Commission du 25 juin 2015*
- le jugement des offres*
- le rapport sur la négociation/discussion du 30 juillet 2015*

*Le Conseil municipal,*

*Vu l'avis de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » en date du 25 septembre 2015*

*après en avoir délibéré,*

*- DECIDE de confier la gestion des foires, marchés et cirques de la commune et la gestion de l'aire d'accueil des campings cars et du poids public à la société LOMBARD ET GUERIN dont le siège social est situé 3 avenue Paul Doumer – 92500 RUEIL-MALMAISON,*

*- APPROUVE le contrat de délégation de service public pour la gestion des foires, marchés et cirques de la commune - gestion de l'aire des campings cars et du poids public.*

*Le contrat commencera au 1er janvier 2016, pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2016 renouvelable 4 fois, par période de 12 mois, et expirera, donc au plus tard le 31 décembre 2020.*

*La rémunération du délégataire est constituée par les ressources que procure la gestion des foires, marchés, cirques, poids public, campings-cars. Des ressources sont réputées permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier de la délégation dans des conditions normales de fréquentation. L'évolution des tarifs fera l'objet d'une discussion entre le délégataire et la commune. Cette tarification sera réévaluée selon les besoins du service après concertation du syndicat représentant du commerce non sédentaire.*

*La redevance due à la collectivité est une redevance annuelle pour occupation du domaine public pour les ouvrages de la délégation. Le montant de la redevance est fixée à 10 000 € + 30 % du résultat net jusqu'à 5 000 € + 50 % du résultat net dépassant 5 000 €. Elle est versée par moitié le 10 janvier et le 10 juillet pour la partie fixe et versée après l'arrêté des comptes pour la partie variable.*

*- AUTORISE le Maire ou un Adjoint le représentant à signer le contrat avec la société LOMBARD ET GUERIN ainsi que toutes pièces ou actes concernant cet objet."*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée**

<b>3 - BIE MARTIN HÉROLD : BP 2015 ET CLOTURE</b>
---

Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, explique à l'assemblée que pour permettre la clôture du BIE, suite au transfert de la compétence économique à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, il convient de voter un budget primitif afin d'ouvrir les crédits nécessaires pour passer les écritures comptables d'ordre budgétaire. Les écritures permettront de clore ce budget annexe

Dans le cadre du transfert de la compétence économique à la communauté de communes, la commune de Crest doit procéder à la clôture de son budget annexe "budget immobilier d'entreprises".

En effet, il a été procédé au transfert de l'actif et du passif (emprunts, subventions, immobilisations et dotations aux amortissements) sur le budget BIE de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans par les conventions de mise à disposition des biens.

Il convient donc d'autoriser le Trésorier Municipal à ajuster, par opération d'ordre non budgétaire, toutes les écritures comptables nécessaires à la clôture des comptes de ce budget annexe.

La délibération est mise au vote :

*"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par arrêté 2041059-0005 en date du 28 février 2014, Monsieur le Préfet a approuvé les statuts de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans - Cœur de Drôme.*

*Dans le cadre des compétences développement économique, la communauté de communes a défini l'intérêt communautaire dans sa délibération du 8 janvier 2014*

*La communauté de communes se substitue de plein droit, à la date du transfert de la compétence, à la commune concernant le développement économique du territoire de la communauté de communes.*

*Dans le cadre de reprise de l'activité du Budget Immobilier d'Entreprises (BIE) par la nouvelle communauté de communes, la commune de Crest doit procéder à la clôture de son budget annexe.*

*Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Considérant la nécessité d'ouvrir les crédits nécessaires à la clôture des comptes de ce budget,*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 5 novembre 2015*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget primitif 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif au Budget Immobilier d'Entreprises.*

*PRECISE que le budget, reprenant les résultats de l'exercice 2014 figurant sur la délibération du 26 juin 2015 relative à l'affectation des résultats, est présenté en excédent pour :*

*36 443,22 € pour la section de fonctionnement*

*43 180,58 € pour la section d'investissement*

*PRECISE que les excédents définitifs du Budget Immobilier d'Entreprises seront repris au budget général."*

**B.I.E. --- BUDGET PRIMITIF 2015****VUE D'ENSEMBLE****SECTION Fonctionnement - dépenses**

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2014	BP 2015
011	Charges à caractère général	23 500	0,00
023	Virement à la section d'investissement	39 100	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	23 500	321,54
66	Charges financières	9 700	0,00
		<b>95 800</b>	<b>321,54</b>

**SECTION Fonctionnement - Recettes**

Imp	LIBELLE IMPUTATION	Prévu 2014	BP 2015
002	Excédent de fonctionnement reporté	0	24 126,39
75	Autres produits de gestion courante	95 800	0,00
77	Produits exceptionnels	0	12 638,37
		<b>95 800</b>	<b>36 764,76</b>

**B.I.E . – BUDGET PRIMITIF 2015****VUE D'ENSEMBLE****SECTION Investissement - dépenses**

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2015
16	Remboursements d'emprunts et de dettes	19 786,00
		<b>19 786,00</b>

**SECTION Investissement - recettes**

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2015
001	Solde d' exécution de la section d'investissement reporté	62 645,04
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	321,54
		<b>62 966,58</b>

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée



#### **4 - ZAC DE LA CONDAMINE : BP 2015 ET DISSOLUTION**

Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, explique à l'assemblée que pour permettre la dissolution du budget annexe ZAC de la Condamine, il convient de voter un budget primitif afin d'ouvrir les crédits nécessaires pour passer les écritures comptables d'ordre budgétaire.

Cette opération budgétaire permettra la dissolution de ce budget annexe.

La commune de Crest doit procéder à la clôture de son budget annexe "ZAC de la Condamine".

Il convient donc de procéder à la dissolution du budget annexe et de transférer le résultat de ce budget sur le budget principal.

La délibération est mise au vote :

*"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), prescrit le 11 décembre 2008, impacte fortement la ZAC de la Condamine. En effet, sur une superficie de 15,1 hectares, 2,1 hectares sont classés en aléa fort en matière de risque d'inondation.*

*Depuis 2011, la ville a engagé plusieurs études préalables (hydraulique, environnementale, AVP) pour aménager la rivière Saleine afin de résorber l'aléa inondation impactant la moitié du projet ZAC.*

*Compte tenu du montant important des travaux à effectuer préalablement à la continuité de la ZAC de la Condamine, le budget annexe n'a plus aucune activité et n'a pas la capacité à prendre en charge les travaux d'aménagement. En conséquence, il est proposé de dissoudre le budget et de reporter les équipements, l'emprunt et les résultats sur le budget général de la ville*

*Vu la délibération du 7 décembre 2006 relative à la création du budget annexe "ZAC Condamine"*

*Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Considérant la nécessité d'ouvrir les crédits nécessaires pour permettre la dissolution du budget annexe de la ZAC de la Condamine*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 5 novembre 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget primitif 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif à la ZAC Condamine.*

*DECIDE de dissoudre le budget annexe ZAC Condamine*

*PRECISE que les équipements, l'emprunt et les résultats issus de ce budget annexe seront repris sur le budget général."*

## ZAC LA CONDAMINE - Budget Primitif 2015

### VUE D'ENSEMBLE

#### SECTION Fonctionnement - Dépenses

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2014	BP 2015
023	Virement à la section d'investissement	25 000	245,50
011	Charges à caractère général	2 400	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0	1 155 787,88
66	Charges financières	900	584,33
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0	1 987 219,28
		<b>28 300</b>	<b>3 143 836,99</b>

#### SECTION Fonctionnement - Recettes

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2014	BP 2015
002	Excédent de fonctionnement reporté	0	1 786 820,21
70	Produits des services du domaine et ventes diverses	18 700	1 356 771,28
75	Autres charges de gestion courante	9 600	0,00
76	Produits financiers	0	245,50
		<b>28 300</b>	<b>3 143 836,99</b>

#### SECTION Investissement - Dépenses

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2015
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 855 969,28
16	Remboursements d'emprunts et de dettes	131 495,50
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00
		<b>1 987 464,78</b>

#### SECTION Investissement - Recettes

Imp	LIBELLE IMPUTATION	BP 2015
021	Virement à la section de fonctionnement	245,50
16	Emprunts et dettes assimilées	1 987 219,28
		<b>1 987 464,78</b>

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

## 5 - BUDGET DE LA COMMUNE DÉCISIONS MODIFICATIVES - EXERCICE 2015

### **-Budget de la commune décision modificative n°3-Exercice 2015 :**

Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, explique à l'assemblée qu'il convient de reprendre sur le budget principal, les équipements au chapitre 21, l'emprunt au chapitre 16 et les résultats au chapitre 75, issus de la dissolution du budget annexe ZAC de la Condamine.

Il convient de reprendre les résultats de clôture du Budget Immobilier d'Entreprises, chapitre 002 et chapitre 001.

La délibération est mise au vote :

*"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la Ville de Crest pour l'exercice 2015,*

*Vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant la décision modificative n° 1 - exercice 2015,*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la Ville de Crest pour l'exercice 2015,*

*Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 2 - exercice 2015,*

*Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la dissolution du budget de la ZAC de la Condamine,*

*Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la clôture du Budget Immobilier d'Entreprises,*

*Considérant la nécessité de reprendre sur le budget principal les équipements au chapitre 21, l'emprunt au chapitre 16 et les résultats au chapitre 75, issus de la dissolution du budget annexe ZAC de la Condamine,*

*1 340 711,30 € - chapitre 21 pour la reprise des équipements*

*106 250,00 € - chapitre 16 pour la reprise du capital restant dû sur l'emprunt*

*1 155 787,88 € - chapitre 75 pour la reprise des résultats*

*Considérant la nécessité de reprendre les résultats de clôture du Budget Immobilier d'Entreprises, à savoir :*

*35 492,84 € - chapitre 002*

*43 180,58 € - chapitre 001*

*Le Conseil municipal,*

*Vu l'avis de la commission "budget" du 5 novembre 2015*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte la décision modificative n° 3 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la commune."*

Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE  
**Décision Modificative n° 3 – 2015**

Document budgétaire n° 5 de l'exercice 2015

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

DEPENSES		Propo sitions complémentaires
023	Virement à la section d'investissement	1 191 280,72
023	Virement à la section d'investissement	1 191 280,72
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 191 280,72</b>
RECETTES		Propo sitions complémentaires
002	Excédent de fonctionnement reporté	35 492,84
002	Excédent de fonctionnement reporté	35 492,84
75	Autres produits de gestion courante	1 155 787,88
7551	Excédent des budgets annexes à caractère administratif	1 155 787,88
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 191 280,72</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

DEPENSES		Propo sitions complémentaires
21	Immobilisations corporelles	1 340 711,30
2151	Réseaux de voirie	375 994,14
2152	Installation de voirie	934 671,91
21534	Réseau d'électrification	30 045,25
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 340 711,30</b>
RECETTES		Propo sitions complémentaires
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	43 180,58
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	43 180,58
021	Virement de la section de fonctionnement	1 191 280,72
021	Virement de la section de fonctionnement	1 191 280,72
16	Emprunts et dettes assimilés	106 250,00
1641	Emprunts en euros	106 250,00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 340 711,30</b>

VOTANTS 29 – EXPRIMES 24 – POUR 24 – CONTRE 0 – Adoptée

**-Budget de la commune décision modificative n°4-Exercice 2015 :**

Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, explique à l'assemblée qu'il convient de procéder à des modifications de crédits pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables. A savoir pour la section d'investissement, au chapitre 13 (dépenses) un crédit pour l'annulation d'un titre suite à un changement de dénomination du débiteur et au chapitre 13 (recettes) un crédit pour la Participation d'Aménagement d'Ensemble facturée à la nouvelle société tiers débiteur.

La délibération est mise au vote :

*"Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de la ville de Crest pour l'exercice 2015,*

*Vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant la décision modificative n° 1 - exercice 2015*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 approuvant le budget supplémentaire de la ville de Crest pour l'exercice 2015*

*Vu la délibération du 28 septembre 2015 approuvant la décision modificative n° 2 - exercice 2015*

*Vu la délibération du 12 novembre 2015 approuvant la décision modificative n° 3 - exercice 2015*

*Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables, notamment :*

*– Pour la section d'investissement*

*•Au chapitre 13 (dépenses) un crédit pour l'annulation d'un titre suite à changement de dénomination du débiteur*

*•Au chapitre 13 (recettes) un crédit pour la Participation d'Aménagement d'Ensemble facturée au nouveau débiteur*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu l'avis de la commission "budget" du 5 novembre 2015*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte la décision modificative n° 4 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la commune."*

Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE

## Décision Modificative n°4 – 2015

Document budgétaire n° 6 de l'exercice 2015

### SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>141 600</b>
1343	PAE (Programme d'Aménagement d'Ensemble)	141 600
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>141 600</b>

  

RECETTES		Propositions complémentaires
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>141 600</b>
1343	PAE (Programme d'Aménagement d'Ensemble)	141 600
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>141 600</b>

VOTANTS 29 – EXPRIMES 24 – POUR 24 – CONTRE 0 – Adoptée

**6 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SCOP-ARL « LE NAVIRE » RELATIVE AU SOUTIEN ET AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES ET CULTURELLES SUR LA COMMUNE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Nhan NGUYEN HUU, rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée que le cinéma Eden s'attache à promouvoir une diffusion cinématographique de qualité. Afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique et assurer le maintien des activités cinématographiques et culturelles sur la commune, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire ».

En contrepartie, de la mise à disposition de la salle théâtre à la commune, à raison de 20 soirées par an, hors vacances scolaires, et de 10 matinées à l'usage des associations, il est proposé d'allouer à la SCOP-ARL « Le Navire » une subvention d'un montant de 23 000 € afin de lui permettre d'assurer les missions définies dans la convention de partenariat.

Alain BÂTIE, dans un souci de maîtrise de fonctionnement propose une subvention équivalente à au montant versé sous forme de location soit 19 000 €.

Monsieur le Maire précise que le montant est identique à celui de l'année dernière, soit 23 000 euros. A la saison culturelle s'ajoutent les créneaux de disponibilité de l'EDEN notamment pour les manifestations scolaires.

Nhan NGUYEN confirme cette disponibilité, et ajoute que des associations cretoises utilisent les salles pour des représentations.

La délibération est mise au vote :

Jean Pierre POINT ne prend pas part au vote

*"Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le cinéma EDEN est un établissement de trois salles, classées « Art et Essai ».*

*Afin de préserver la diversité de l'offre cinématographique et assurer le maintien des activités cinématographiques et culturelles sur la commune, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire », qui s'est engagée sur le projet cinématographique suivant :*

- Garantir la diffusion du cinéma d'auteur,*
- Elargir et diversifier le public notamment en développant des horaires adaptés aux pratiques actuelles des spectateurs,*
- Participer au rayonnement de la ville au travers de collaborations avec les grandes manifestations qui s'y déroulent,*
- Maintenir la programmation enfance,*
- Eduquer les publics et surtout les jeunes publics en renforçant la programmation de grands films du répertoire,*
- Multiplier les échanges avec les spectateurs et les associations de spectateurs,*
- Mettre à disposition de la commune la salle théâtre, à raison de 20 soirées par an et ce, à titre gratuit afin que la commune puisse développer son offre culturelle ou proposer des conférences débats, hors vacances scolaires.*
- Mettre à disposition de la commune la salle théâtre, dans l'intérêt exclusif d'associations à but non lucratif ou d'organismes publics de la commune, à raison de 10 matinées de 8 h à 13 h, hors périodes de fermeture éventuelle du cinéma EDEN.*

*Le Code Général des Collectivités Territoriales autorise le financement d'entreprises exploitant des cinémas dans la limite d'une subvention annuelle de 30 % du chiffre d'affaires de l'établissement toutes aides des collectivités locales confondues. Pour ce faire, le cinéma doit réaliser en moyenne hebdomadaire moins de 7 500 entrées ou être classé "Art et Essai". Le cinéma EDEN répond à ces deux conditions en étant à la fois classé "Art et Essai" et en réalisant en moyenne 64 000 entrées annuelles.*

*Les textes disposent également qu'une convention doit obligatoirement être conclue entre l'exploitant et la commune. Cette convention fixe notamment l'objet de l'aide et en particulier les objectifs correspondants au projet cinématographique ainsi que le montant et les modalités de l'aide accordée.*

*Il est donc proposé au Conseil municipal de signer une convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » afin de maintenir et développer les activités cinématographiques et culturelles sur la commune et d'allouer une subvention de 23 000 € au titre de l'année 2016 pour répondre aux missions qui lui sont confiées.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique, dite "Loi Sueur",*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2251-4 et R. 1511-41 et suivants,*

*Vu la convention de mise à disposition du 18 mars 1996 avec la SARL « Le Navire » relative à la mise à disposition des salles de l'Eden, 10 matinées.*

*Vu le projet de convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au soutien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune,  
Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 5 novembre 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE la convention de partenariat avec la SCOP-ARL « Le Navire » relative au maintien et au développement des activités cinématographiques et culturelles sur la commune,*

*DECIDE d'accorder une subvention de fonctionnement à la SCOP-ARL « Le Navire » d'un montant de  
23 000 € pour l'exercice 2016,*

*AUTORISE M. le Maire à signer ladite convention telle que prévue aux articles L 2251-4 et R 1511-41 du Code Général des Collectivités Territoriales, et tout document s'y rapportant.*

*Les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget primitif 2016 de la commune, article 6574."*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 25 – POUR 25 – CONTRE 0 – Adoptée

<p><b>7 - REDEVANCE POUR L'OCCUPATION PROVISoire DU DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES OUVRAGES DES RESEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ</b></p>
--

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, indique à l'assemblée que le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, fixe les modalités de calcul de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité ou de gaz, mais également par les chantiers de travaux dont l'occupation n'est que provisoire.

Il appartient au Conseil municipal de délibérer sur le calcul de la redevance due par les gestionnaires de réseaux de transport.

La délibération est mise au vote :

*"Le rapporteur expose à l'assemblée que les modalités de calcul de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité ou de gaz, mais également par les chantiers de travaux dont l'occupation n'est que provisoire, ont été définies par un décret du 25 mars 2015.*

*Il appartient au conseil municipal de délibérer chaque année sur le montant de la redevance due par les gestionnaires de réseaux de transport.*

*Selon les nouveaux articles R.2333-105-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, lesquels livrent les formules de calcul de la redevance, celle-ci est proportionnelle à la longueur des lignes ou canalisations implantées sur le territoire de la collectivité. Le gestionnaire doit donc communiquer à cette dernière la longueur totale des lignes ou canalisations installées, remplacées et mises en service sur son territoire au cours de l'année précédant la perception de la redevance.*



*Les modalités de calcul de la redevance diffèrent selon que l'occupation du domaine public est permanente ou provisoire : l'occupation provisoire par les chantiers de travaux ne peut excéder le dixième de la redevance annuelle due au titre de l'occupation permanente par les ouvrages des réseaux publics de distribution.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-3 et L 2125-1 à L 2125-6 ;*

*Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2333-84, R. 2333-105 à R. 2333-111, R. 2333-114 à R. 2333-119 ;*

*Vu le code de la voirie routière et notamment son article L 113-2 ;*

*Vu le décret n°2015-334 du 25 mars 2015 ;*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 5 novembre 2015,*

*Considérant que les collectivités territoriales peuvent délivrer, sur leur domaine public, des autorisations d'occupation temporaire, que ces actes unilatéraux sont précaires et peuvent être révoqués à tout moment par la personne publique propriétaire ;*

*Considérant qu'ils ne confèrent pas de droits réels à l'occupant et sont soumis au paiement d'une redevance.*

*Après en avoir délibéré,*

*DECIDE de fixer les redevances conformément aux modes de calculs joints en annexe :*

- pour la distribution et le transport d'électricité*
- pour la distribution et le transport de gaz*

*Afin de permettre à la commune de fixer cette redevance, l'occupant du domaine communiquera la longueur totale des canalisations construites et renouvelées sur le territoire de la commune et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.*

*autorise m. le maire ou un adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier."*

### **1 Pour la distribution et transport d'électricité :**

*La redevance 2015 pour l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages du réseau public de transport d'électricité est fixée par la formule suivante :*

$$PR'T = 0,35 * LT$$

*Où :*

*PR'T, exprimé en euros, est le plafond de redevance due, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par le gestionnaire du réseau de transport ;*

*LT représente la longueur, exprimée en mètres, des lignes de transport d'électricité installées et remplacées sur le domaine public communal et mises en service au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.*

## **2 Pour la distribution et transport de gaz:**

*La redevance 2015 pour l'occupation provisoire de son domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport de gaz et des réseaux publics de distribution de gaz, ainsi que sur des canalisations particulières de gaz, est fixée par la formule suivante :*

$$PR' = 0,35 * L$$

*Où :*

*PR', exprimé en euros, est le plafond de redevance due, au titre de l'occupation provisoire du domaine public communal par les chantiers de travaux, par l'occupant du domaine ;*

*L représente la longueur, exprimée en mètres, des canalisations construites ou renouvelées sur le domaine public communal et mises en gaz au cours de l'année précédant celle au titre de laquelle la redevance est due.*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – ADOPTÉE à l'unanimité

**8 - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE AP N°42  
APPARTENANT AUX CONSORTS GUILHOT :  
PRISE EN COMPTE DU DIFFÉRÉ DE PAIEMENT  
FIXATION DES ÉCHÉANCES ET DE LEURS MONTANTS**

Jean-Pierre POINT, rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée que par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a acté l'acquisition de la parcelle cadastrée AP n°42 de 6 308 m<sup>2</sup> dans le cadre de la protection contre les inondations quartier Mazorel.

Afin de finaliser la vente, il convient de délibérer pour préciser les deux échéances et leur montant.

La délibération est mise au vote :

*"Le rapporteur informe l'assemblée que par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a acté l'acquisition de la parcelle cadastrée AP n°42 de 6308 m<sup>2</sup> appartenant aux consorts GUILHOT, au prix de 21 €/m<sup>2</sup>, soit 132 468 € payable en deux échéances.*

*Cette acquisition a pour but de créer une liaison hydraulique entre la RD104 (déviation) et la rivière Drôme sur environ 1 km puis de retenir et infiltrer les eaux pour une pluie de type vicennal (environ 8 000 m<sup>3</sup>).*

*Afin de finaliser la vente, il convient de délibérer pour prendre en compte le différé de paiement, préciser les deux échéances et leur montant.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu l'avis de France Domaine en date du 17 mars 2014,*

*Vu la délibération du 2 octobre 2014,*

*Vu l'avis de la commission « budget » du 5 novembre 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECIDE de fixer les modalités de paiement du prix d'acquisition de la parcelle cadastrée section AP n°42 située quartier Mazorel appartenant aux consorts GUILHOT, soit 132 468 € payable en deux échéances, comme suit :*

*-première échéance de 66 500 €, le 10 décembre 2015*

*-seconde échéance de 65 968 €, le 15 janvier 2016*

*Le prix tient compte du différé de paiement.*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier."*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 28 – POUR 28 – CONTRE 0 – Adoptée

## **9 - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE**

La délibération est retirée.

## **10 - PERSONNEL COMMUNAL :**

### **MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE POUR UN AGENT**

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, indique à l'assemblée qu'un agent public peut être exposé, en raison de la nature de ses fonctions, à des relations parfois conflictuelles avec les usagers du service public.

L'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires pose le principe de la protection fonctionnelle

La collectivité est tenue d'accorder sa protection aux fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils auraient été victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice en résultant.

Un fonctionnaire territorial a déclaré avoir été victime de propos injurieux de la part d'un administré. Le Conseil municipal doit se prononcer sur l'octroi de la protection fonctionnelle de la commune pour cet agent.

Monsieur le Maire regrette des situations de ce type et rappelle qu'il est normal que la Ville assure cette protection des agents en particulier quand ils sont dans des missions délicates par définitions qui sont des missions de police municipale.

### **La délibération est mise au vote :**

*"Le rapporteur expose à l'assemblée qu'un agent public peut être exposé, en raison de la nature de ses fonctions, à des relations parfois conflictuelles avec les usagers du service public.*

*L'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires pose le principe de la protection fonctionnelle en précisant que "les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions et conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales, d'une protection organisée par la collectivité publique qui les emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire au fonctionnaire".*

*La collectivité est tenue d'accorder sa protection aux fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dont ils auraient été victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice en résultant.*

*La protection fonctionnelle garantit la prise en charge par la collectivité des honoraires d'avocats, frais d'expertise judiciaire, frais de consignation.*

*Un fonctionnaire territorial a déclaré avoir été victime de propos déplacés de la part d'un administré. A la suite de ces faits l'agent a effectué un dépôt de plainte en gendarmerie pour outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique et injure publique envers un particulier en raison de sa race, de sa religion ou de son origine. Il a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle de la commune.*

*Le conseil municipal est invité à se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle formulée par l'agent et de fixer les modalités de sa mise en œuvre.*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment l'article 11,*

*Vu les articles L2122-21 et L2122-22 et L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le rapport d'information de la police municipale du 19/09/2015,*

*Vu le récépissé de dépôt de plainte de la gendarmerie nationale du 21/09/2015,*

*Vu l'avis de la commission "budget" du 5 novembre 2015,*

*CONSIDERANT la demande de l'agent sollicitant la protection fonctionnelle de la mairie envoyée par courrier reçu le 25/09/2015,*

*Sur proposition de Mr Le Maire et après en avoir délibéré,*

***DECIDE :***

- d'accorder la protection fonctionnelle à l'agent,*
- de prendre en charge les honoraires d'avocat, les autres frais de procédure (déplacement, huissiers, etc.) remboursés, après service fait, uniquement sur factures et convention d'honoraires pour l'avocat, accompagnées de tous justificatifs utiles,*

***PRECISE :***

- Qu'une éventuelle décision de l'ordre judiciaire visant à classer sans suite l'affaire rendra caduque l'octroi de la protection fonctionnelle.*

- Que l'avocat concerné ainsi que l'agent devront chacun individuellement attester n'avoir reçu ou ne recevoir aucun autre paiement ou remboursement de la part notamment d'une compagnie d'assurance au titre de la protection juridique personnelle, pour les mêmes frais.*

- Que l'assurance de la ville sera sollicitée pour une prise en charge de ce dossier dans le cadre du contrat de protection juridique.*

***AUTORISE :***

*Monsieur le Maire ou son représentant à mettre en œuvre cette protection fonctionnelle, et à prendre tous les actes afférents nécessaires."*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

## 11 - PERSONNEL COMMUNAL : RECOURS À UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, indique à l'assemblée que le contrat d'apprentissage constitue une forme d'éducation alternée. Il a pour but de donner à des jeunes travailleurs âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur. La ville accueille dans ses services des jeunes en contrat d'apprentissage depuis de nombreuses années.

Il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à un nouveau contrat d'apprentissage.

La délibération est mise au vote :

*"Le rapporteur expose à l'assemblée que le contrat d'apprentissage constitue une forme d'éducation alternée. Il a pour but de donner à des jeunes travailleurs âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur. Un contrat de droit privé est conclu entre l'apprenti et un employeur. Il associe une formation chez un employeur (entreprise ou collectivité publique) et un enseignement dispensé dans un centre de formation d'apprentis. Ce dispositif s'accompagne d'exonérations de charges patronales et de charges sociales.*

*La ville accueille dans ses services des jeunes en contrat d'apprentissage depuis de nombreuses années. Actuellement, deux jeunes effectuent leur formation au sein des services.*

*Il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à un nouveau contrat d'apprentissage.*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales,*

*Vu le Code du travail,*

*Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,*

*Vu la loi n° 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,*

*Vu le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,*

*Vu le décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,*

*Vu le décret n° 2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-288,*

*Vu la circulaire du 08 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,*

*Vu l'avis de la commission "Budget" du 5 novembre 2015,*

*Vu l'avis du Comité Technique du 10 novembre 2015;*

*CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre,*

*CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants,*

*Sur proposition de Mr Le Maire et après en avoir délibéré,*

**DECIDE :**

- de poursuivre le recours au contrat d'apprentissage
- d'accueillir un jeune, au sein du service communication, et de porter le nombre d'emplois non permanents correspondant aux postes d'apprentis à trois :

<i>poste</i>	<i>Service d'accueil</i>	<i>Diplôme préparé</i>	<i>durée de la formation</i>
1	ECOLE MATERNELLE (C. de Chandeneux)	niveau V - CAP petite enfance	deux ans
2	SERVICES TECHNIQUES (Espaces verts)	niveau V - CAP	deux ans
3	COMMUNICATION	niveau III - BTS communication	un an

- de conclure les contrats d'apprentissage correspondant aux formations des jeunes accueillis,

**AUTORISE :**

*Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.*

**DIT** que cette dépense est inscrite au chapitre 012 du budget communal."

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire aborde les questions diverses posées en début de Conseil municipal.

La première formulée par Samuel ARNAUD concernant les détériorations qu'il y a eu sur les caméras de vidéoprotection.

Il souhaite avoir des précisions sur ses détériorations, notamment leur teneur et le coût de réparation.

Gilles BON lui répond qu'à la suite de problèmes de surtension la lecture des images de certaines caméras dans le centre-ville a été perturbée. A ce jour, les caméras fonctionnent. De plus, un marché d'un montant de 39 000 euros a permis l'installation d'une caméra supplémentaire et l'installation d'un serveur nouvelle génération pour une plus grande efficacité d'utilisation.

Ensuite, la question similaire de Hélène BERTAU et François BOUIS sur la qualité des branchements en eau potable.

Hélène BERTAU rappelle que l'objectif est de trouver des solutions et qu'elle s'est déjà prononcée au Conseil municipal en juin 2013 sur le sujet.

L'Agence Régionale de Santé, a rapporté un cas de plombémie à Crest avec comme source potentielle de branchement public en plomb subsistant.

Elle ne demande pas que les branchements en plomb restant dans le réseau communal soient changés dans l'immédiat, car c'est une dépense importante, mais demande que la carte des branchements soit publiée pour informer de manière précise, suffisante et cohérente des mesures à prendre par rapport à l'utilisation de l'eau du robinet.

Monsieur le Maire lui apporte des éléments de réponse.

Il fait d'abord état du contexte.

Il rappelle que ce sujet est ancien et qu'il concerne de nombreuses communes.

Dans son signalement l'ARS a considéré que les branchements apparaissent comme étant une source potentielle de la situation et non une source avérée.

Il détaille ensuite les mesures que la commune va mettre en œuvre.

Lorsqu'il y a une demande de la part des usagers, la commune mesure et apporte une réponse en termes de changement de branchement.

Mais, il se peut qu'il y ait un problème dans l'habitation. En effet, il arrive qu'à l'intérieur d'une maison, les canalisations soient remplacées de part et d'autres d'une paroi ou d'une dalle mais pas à l'intérieur.

Le remplacement des branchements n'a de sens que si par ailleurs les autres sources sont éliminées, comme les peintures et les parties intérieures des réseaux..

Il indique que la précaution qui consiste à consommer l'eau au 2<sup>e</sup> jet est une disposition intelligente car non coûteuse. Tirer la chasse d'eau le matin (après être allé aux toilettes) baisse significativement le taux de plomb dans l'eau.

Il indique ensuite l'orientation à prendre pour prévenir la population.

La commune s'engage à écrire à toutes les personnes susceptibles d'être reliées à un branchement en plomb. La commune effectuera par la suite toutes les mesures demandées par les personnes informées.

Si les taux sont élevés, il y aura des remplacements de branchements.

La commune prendra les mesures qu'il faut, mais il ne sera pas engagé de dépenses publiques si le problème vient des parties privatives.

Il ajoute que la norme fixe une obligation de résultat et ne fixe pas une obligation de moyen.

Hélène BERTAU indique qu'il se pose aussi le problème dans les secteurs extrêmement imbriqués de l'interconnexion entre les réseaux. Pour cette situation, il est compliqué de faire la part entre le réseau du branchement collectif et privatif

Elle ajoute qu'il faut faire des ciblage comme par exemple le Crest Ancien.

Elle revient ensuite sur la technique de purge du système, consistant à laisser couler pendant quelque minute l'eau du robinet et indique qu'à chaque purge cela fait beaucoup de m<sup>3</sup> d'eau.

Elle demande si le Conseil municipal sera tenu au courant de l'évolution de cette campagne d'information ciblée.

Monsieur le Maire lui répond qu'il tiendra au courant le Conseil municipal.

Il rappelle que l'utilisation du deuxième jet est une précaution solide.

Il conclut sur le sujet en disant que l'eau est potable à Crest, que des initiatives sont prises, et que la ville a remplacé beaucoup de branchements. Mais qu'il regrette qu'il y ait eu parfois une utilisation politique du sujet.

François BOUIS ne souhaite rien ajouter sur le sujet des branchements d'eau mais il pose la question du droit d'accès à certains documents notamment ceux concernant le projet de passerelle.

Il demande une réponse écrite du Maire.

Monsieur le Maire lui rappelle qu'évidemment il y aura des informations avant que le projet ne soit terminé, la concertation est une pratique constante de la municipalité. Une présentation des différentes hypothèses est en cours de préparation.

Puis, Monsieur le Maire clôt la séance à 23 h 50 et donne la parole au public.

\*\_\*\_\*\_\*\_\*